Case

F

39

.328

no. 76

LETTRES-PATENTES,

P O R T A N T Établissement d'une Commission à l'effet de connoître par voie de Police & d'administration & juger en dernier ressort, de l'Introduction & Vente du Tabac dans les Villes de Paris & de Versailles, & dans l'étendue des Prévôtés & Vicomtés en dépendantes.

Données à Versailles, le 29 Août 1775.

Registrées en la Cour des Aides, le premier Septembre 1775.

L O U I S, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront ;
SALUT : la conservation des Droits de nos Fermes, & les moyens de prévenir la contrebande, qui, en diminuant les revenus de l'État, expose la vie & la fortune de nos Sujets, ont, dans tous les temps, mérité l'attention des Rois nos prédécesseurs. Notre auguste Ayeul, instruit qu'il s'introduisoit dans la Ville de Paris & dans celle de Versailles une quantité considérable de Tabacs mélangés & falsifiés, dont le débit est aussi nuisible à la santé des Citoyens, que préjudiciable à nos Droits, auroit par Arrêts de son Conseil, des 30 Mai 1771 &

7 Juin 1772, attribué au S^t Lieutenant Général de Police de la Ville de Paris la connoissance par voie de police & d'administration, & le jugement en dernier ressort de tous les délits relatifs à l'introduction, au débit & au colportage des Tabacs, tant en poudre qu'en bouts, & des poudres factices exposées en vente, sous la dénomination de Tabacs, tant dans les Villes de Paris & de Versailles, que dans l'étendue des Prévôtés & Vicomtés en dépendantes: Nous avons reconnu que cette attribution a produit les plus prompts & les meilleurs effets. Les moyens faciles & multipliés que fournit au Lieutenant Général de Police l'administration dont il est chargé, ont diminué une espece de contrebande si dangereuse, prévenu les excès & les peines auxquels ceux qui s'y livrent sont malheureusement exposés. Elle a d'ailleurs l'avantage de diminuer les frais de procédures par la promptitude des Jugements. D'une autre part, notre Cour des Aides de Paris, ayant, par ses Remontrances à nous présentées au mois de Mai dernier, réclamé contre cette attribution, Nous nous sommes fait rendre compte desdits Arrêts des 30 Mai 1771 & 7 Juin 1772, des motifs qui les ont déterminés & des circonstances dans lesquelles ils ont été rendus; & voulant donner à notre Cour des Aides une nouvelle preuve de la confiance que nous avons dans son zèle & dans ses lumières, Nous avons pris le parti qui nous a paru le plus propre à concilier les droits de la compétence qu'elle réclame, l'intérêt des Loix, & celui de nos Sujets, avec la nécessité où Nous nous trouvons d'opposer à la fraude des moyens que rien ne pourroit suppléer. A CES CAUSES & autres à ce Nous mouvant, de l'avis de notre Conseil & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons, par ces Présentes, signées de notre

main, dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons;
voulons & nous plait ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

N O U S avons formé & établi, formons & établissons une Commission de notre Conseil qui sera composée du sieur d'Albert, Maître des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, Lieutenant Général de Police de notre bonne Ville de Paris, & de cinq Conseillers de notre Cour des Aides, qui seront par nous nommés, à l'effet de connoître par voie de police & d'administration, & juger en dernier ressort des introduction, vente, débit & colportage des Tabacs de toute espece, en bouts & en poudre, & de poudres factices, sous la dénomination de Tabacs, dans la Ville de Paris & celle de Versailles, & dans l'étendue des Prévôtés & Vicomtés en dépendantes, leurs circonstances & dépendances, & des prévarications commises par les Employés des Fermes & Débitants dans l'exercice de leurs fonctions; dérogeant à cet égard à tous Édits, Réglements & Arrêts qui pourroient y être contraires, & notamment aux Arrêts de notre Conseil, des 30 Mai 1771 & 7 Juin 1772.

A R T I C L E I I.

ORDONNONS que tous les Particuliers qui seront arrêtés, soient interrogés dans les vingt-quatre heures, & que sur le vu de l'interrogatoire qui sera rapporté à la prochaine Assemblée, il puisse être statué sur le sort desdits Particuliers auxquels lesdits Commissaires pourront, s'il y a lieu, adjuger des dommages & intérêts.

A R T I C L E I I I.

L O R S Q U E les Accusés seront prévenus de crimes assez

graves pour mériter peines afflictives ou infamantes, Voulons que leur Procès soit renvoyé pour être instruit & jugé en dernier ressort en notre Cour des Aides, dans la forme ordinaire; à l'effet de quoi, elle demeurera autorisée à juger en première & dernière instance. Pourront, néanmoins, lesdits Sieurs Commissaires y renvoyer telles autres affaires qu'ils jugeront à propos. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenants notre Cour des Aides à Paris; que ces Présentes ils ayent à faire registrer, & le contenu en icelles, garder, observer & exécuter selon leur forme & teneur nonobstant toutes choses à ce contraires: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR, en témoin de quoi, Nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. DONNÉ à Versailles, le vingt-neuvième jour d'Août, de l'an de grace mil sept cent soixante-quinze, & de notre règne le deuxième. *Signé, LOUIS.*
Et plus bas: Par le Roi, DE LAMOIGNON. Vu au Conseil; TURGOT.

Registrées, oui ce requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, sans approbation d'aucuns Edits, Réglements ou Arrêts du Conseil, qui n'auroient été dûement vérifiés en la Cour. A la charge: 1°. que conformément à l'art. III desdites Lettres-Patentes, lesdits Commissaires ne pourront prononcer aucune peine afflictive, ou infamante; 2°. que lesdits Commissaires ne pourront, sous prétexte de ladite Commission, manquer au service ordinaire qu'ils doivent en la Cour; 3°. que les Brévets de nomination desdits Commissaires seront enregistrés en la Cour. Fait à Paris en la Cour des Aides, les Chambres assemblées, le premier Septembre mil sept cent soixante-quinze. Collationné, signé, LE PRINCE.

A PARIS, chez KNAPEN, Imprimeur de la Cour des Aides;
 au bas du Pont Saint-Michel, 1775.